

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA
PROTECTION
DES POPULATIONS

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service Prévention des risques environnementaux
N°IC 2005/3490
MTB

Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Environnement (Livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 24 décembre 2002 modifié relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 21 juin 2010, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU le récépissé de déclaration délivré le 18 juin 1979 pour 19 500 dindes de chair soit 58 500 animaux équivalents en volailles à Monsieur LE FAUCHEUR Joël – La Ville Lyo – 22150 PLEMY.
- VU l'absence de dépôt de dossier correspondant au bilan de fonctionnement décennal ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 28 juin 2010 ;

VU le courrier adressé le 30 juin 2010 à l'exploitant lui communiquant le rapport en date du 28 juin 2010, et l'invitant à présenter ses observations lors du CODERST ou les formuler par écrit ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 9 juillet 2010 ;

VU le courrier recommandé adressé le 21 septembre 2010 à l'exploitant et reçu le 22 septembre 2010 lui communiquant le projet d'arrêté comportant des prescriptions complémentaires pour l'élevage concerné ;

CONSIDERANT le récépissé de déclaration délivré à Monsieur LE FAUCHEUR Joël, cette installation est concernée par l'application de la directive IPPC 2008/1CE du 15 janvier 2008 (prévention et réduction intégrée de la pollution) remplaçant la directive IPPC 96/61/CE du 24 septembre 1996, codifiée, traduite en droit français par les arrêtés susvisés du 24 décembre 2002 et du 29 juin 2004, modifiés ;

CONSIDERANT que l'article L513-1 du Code de l'Environnement permet aux installations soumises à autorisation et qui ont été régulièrement mises en service au titre des établissements déclarés de pouvoir continuer à fonctionner sans cette autorisation ;

CONSIDERANT que l'article R513-2 du Code de l'Environnement donne la possibilité aux préfets d'imposer toute prescription complémentaire qu'ils jugent nécessaire à la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du livre V du Code de l'Environnement notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'exploitant a été mis en mesure de présenter ses observations au sujet du présent arrêté aux termes d'une procédure contradictoire ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1 –

Le pétitionnaire est autorisé à exploiter, au titre de l'installation classée « LE FAUCHEUR Joël », au lieu dit « La Ville Lyo » en PLEMY conformément aux plans et mémoires annexés à la demande initiale, un élevage avicole de 19 500 dindes de chair soit 58 500 animaux-équivalents en volailles en présence simultanée.

ARTICLE 2 -

2-1 - L'installation est soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

2-2 - L'installation est soumise aux dispositions de l'arrêté du 29 juin 2004 modifié et du 24 décembre 2002 modifié. L'exploitant doit annuellement vérifier les seuils d'émissions des polluants visés dans les annexes des arrêtés ministériels sus-visés, afin de déclarer, en cas de dépassement de

ces seuils, les dites émissions générées par son élevage et réaliser un bilan de fonctionnement de fréquence décennal.

L'installation est réalisée et exploitée en se référant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) telles que définies ci-dessous et en annexe de l'arrêté du 29 juin 2004 modifié ainsi qu'en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. A cet effet, l'exploitant s'appuie notamment sur le document de référence disponible dans l'Union européenne à savoir le BREF-élevages intensifs.

Les meilleures techniques disponibles se définissent comme le stade de développement le plus efficace et avancé des activités et de leurs modes d'exploitation, démontrant l'aptitude pratique de techniques particulières à constituer, en principe, la base des valeurs limites d'émission visant à éviter et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire de manière générale les émissions et l'impact sur l'environnement dans son ensemble.

Par « techniques », on entend aussi bien les techniques employées que la manière dont l'installation est conçue, construite, entretenue, exploitée et mise à l'arrêt.

Par « disponibles », on entend les techniques mises au point sur une échelle permettant de les appliquer dans le contexte du secteur industriel ou agricole concerné, dans des conditions économiquement et techniquement viables, en prenant en considération les coûts et les avantages, que ces techniques soient utilisées ou produites ou non sur le territoire, pour autant que l'exploitant concerné puisse y avoir accès dans des conditions raisonnables.

Par « meilleures », on entend les techniques les plus efficaces pour atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble.

L'exploitant tient à jour et met à disposition de l'inspecteur des installations classées un registre permettant de suivre :

- la consommation annuelle d'eau pour l'activité d'élevage
- les consommations annuelles des différentes sources d'énergie
- les quantités annuelles d'aliments consommés par les animaux
- les déchets produits sur l'exploitation et leur destination par type de déchets.

2-3 - L'installation est soumise aux dispositions du programme d'action départemental pris en application du décret n° 2001- 34 du 10 Janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en oeuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

La fertilisation doit notamment répondre aux tableaux de calendriers d'épandage dans les conditions prévues par le programme d'action départemental contre la pollution par les nitrates d'origine agricole. De même, les modalités d'enregistrement de la fertilisation doivent répondre aux dispositions de l'arrêté du ministériel du 1er Août 2005 reprise dans le programme d'action.

* AUTRES DISPOSITIONS :

ARTICLE 3 -

Le présent arrêté abroge et remplace le récépissé de déclaration en date du 18 juin 1979.

ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de PLEMY pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLEMY pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

ARTICLE 5 -

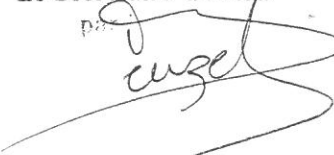
Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le pétitionnaire, à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 6 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de PLEMY, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

SAINT-BRIEUC, le 2 NOV. 2010

~~Le Préfet,~~
Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet,
Directeur de Cabinet
Le Secrétaire Général


Philippe BEUZELIN